

Télépaiement d'impôts, droits et taxes au Mali : Une innovation pour sécuriser les avoirs de l'État

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 08 DECEMBRE 2021

991

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Madina, Moromoro et Sikasso

Yeah Samaké et sa délégation pour soulager les populations



**Affaire Bakary Togola : Quel enjeu pour
la transition ?**



**Les USA au côté du Mali : Le PM a réceptionné 900
objets archéologiques et ethnographiques**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

07 Déc.
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1 548

Nouveaux cas confirmés

141

Nouveaux guéris

24

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

82 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
18 cas graves en soins intensifs
642 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

18 112

Guéris

15 345

Décès

619

dont 963 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.19



P.21



/ Une /



Madina, Moromoro et Sikasso : Yeah Samaké et sa délégation pour soulager les populations

P.5

/ Brèves /



Mali : Un chef militaire de la CMA et six autres combattants tués à Intahaka
Lutte contre la flambée des prix : Interdiction d'exportation du riz, du mil, du sorgho...

P.12

Mali : 7 membres de l'ex-rébellion "assassinés" par des hommes armés

P.12

Œuvres sociales du Président de la Transition à Sikasso : Des vivres pour les couches vulnérables

P.12

Désobéissance civile : Le mot d'ordre largement suivi dans la ville de Bandiagara

P.13

P.13

/ Actualité /



Affaire Bakary Togola : Quel enjeu pour la transition ?

P.15

Les Etats Unis au côté du Mali : Le PM a réceptionné 900 objets archéologiques et ethnographiques

P.16

Télépaiement d'impôts, droits et taxes au Mali : Une innovation pour sécuriser les avoirs de l'État

P.17

"BADGER" : Une opération de reconnaissance et d'appui en zone inondée dans la région de Mopti

P.18

Digitalisation des services fiscaux : Le ministre SANOU procède au lancement

P.19

/ Politique /



Florence Parly : "La France n'a pas d'agenda caché au Sahel"

P.20

Lutte contre le terrorisme : Espoir Mali Koura propose une stratégie

P.21

/ Culture & société /



Train littéraire de Djoliba TV : L'écrivain Bréhima Touré à bâtons rompus sur ses ouvrages

P.23

/ International /



Forum de Dakar : Quand le Covid-19 l'emporte sur les questions de paix et sécurité

P.24

Bénin : L'opposant Joël Aïvo condamné à dix ans de prison

P.25

Condamnation d'Aung San Suu Kyi en Birmanie : Les militaires « sont la loi et peuvent faire ce qu'ils veulent »

P.26

/ Sport /



Shou-Bo vacances : Sport, lecture et culture au menu de la 2è édition

P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65



Madina, Moromoro et Sikasso Yeah Samaké et sa délégation pour soulager les populations

Un château d'eau pour Madina, des logements pour enseignants à Moromoro et un autre château d'eau pour le village de Sikasso, dans le cercle de Kita. C'est ce lot de réalisations que l'Ambassadeur Niankoro Yeah Samaké et une forte délégation composée notamment de Mahamadou Z Sidibé, ancien gouverneur de la région de Kayes, et ancien directeur général adjoint de la police nationale et de honorable Aly Koné membre du CNT et le maire de Tessalit Ismael Ag Mohamed et plusieurs autres membres du parti

pour l'action Civique et patriotique (PACP) ont inauguré le week-end dernier.

La première étape du périple était la nuit festive à Kassaro, la ville natale du Gouverneur l'Inspecteur Général Mahamadou Z Sidibé. Les chasseurs ont réservé une fête à l'honneur des hôtes du jour.

S'ensuivit le voyage vers le fladougou. L'absence remarquée de l'État a été un choc pour le maire de Tessalit qui a découvert, que le cas du nord du Mali n'était pas unique. Durant tout le trajet, la mission n'a rencontré aucune au-

torité. Les populations de Fladougou sont ainsi laissées à eux-mêmes et à leur sort.

A l'arrivée à Madina, tout le village était mobilisé pour réserver un accueil chaleureux au donateur et à sa délégation. Sur place l'Inspecteur Général Mahamadou Z Sidibé a exhorté ses parents de soutenir le parti pour l'action civique et patriotique qui fait la politique autrement. Sans attendre les périodes électorales, Niankoro Yeah Samaké a doté le village d'un château d'eau. Pour qui connaît cette zone et l'importance de l'eau, Madina est redevable à Yeah Samaké. Le représentant du chef de village, les femmes, les jeunes et les responsables du PACP de Madina ont tour à tour exprimé leur reconnaissance à Yeah Samaké et à la Fondation Empower-Mali. Des engagements ont été pris que désormais, eux, soient tous PACP. Ils ont vu et bénéficié de l'œuvre de Yeah Samaké. Malgré l'état défectueux de la route, la délégation a, sous un soleil ardent pris la route de Moromoro, ce village déjà familier à l'Ambassadeur Yeah Samaké qui y avait d'abord construit une école. Il y revenait pour inaugurer trois bâtiments gracieusement offerts au village pour les enseignants.



Le gouverneur Z. Sidibé a profité de l'occasion pour rappeler que Fladougou doit arrêter certaines pratiques, comme entre autres, les coupes anarchiques des arbres, les mariages en saison de pluie, le retour de la mariée chez les parents pendant 4 mois. Des pratiques toutes insensées et inutiles. Il a enfin demandé à Fladougou de se mettre ensemble et travailler pour le développement de la communauté.

A sa suite, le Maire de Tessalit a expliqué que malgré la distance, 3000 kilomètres Tessalit-Kita, il a tenu à être aux côtés de son président d'honneur pour partager ce moment de bonheur avec le Fladougou. Il a enfin invité ses compatriotes de Fladougou à rejoindre massivement le PACP pour construire ensemble le Mali.

C'est nuitamment, que la délégation est arrivée à Sikasso la dernière étape de la mission, Malgré l'heure tardive, tout le village est resté sur la place publique de Sikasso pour accueillir de manière triomphale Yeah Samaké et sa délégation. Des photos du donateur du château étaient affichées partout. Des chants et danses à l'honneur de la délégation ont égayé toute la soirée.

L'inauguration du château d'eau offert à Sikasso a mis un terme à la mission. La délégation retourne à Bamako très soulagée avec un sentiment de mission accomplie.

Karamoko B Keita



Jeune Afrique



Les rencontres Makutano se sont ouvertes à Kinshasa. Une aventure débutée il y a sept ans et dont la réussite doit beaucoup à l'entregent de sa fondatrice, Nicole Sulu. Laquelle se dit proche aussi bien de l'entourage de Félix Tshisekedi que du clan Kabila.



Mamadi Doumbouya a donné son accord de principe au retour provisoire des deux anciens présidents de la transition guinéenne. Un acte « humanitaire », précise la junte au pouvoir.



La restructuration du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), le parti au pouvoir, entre dans sa dernière ligne droite. Voici ce que le président a acté.



YBC-Communication



#YBC/YB
Koulouba | 7 décembre 2021 | #Audience
La chambre consulaire régionale de l'UEMOA à Bamako: solidarité envers les autorités et le secteur privé malien
Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOITA, a reçu en

audience ce mardi 7 décembre 2021, la Chambre Consulaire régionale de l'UEMOA. Ladite chambre dont la 22ème assemblée générale ordinaire se tient dans notre pays, était venue signifier au Président GOITA sa solidarité avec les Maliens. « Nous sommes venus au Mali pour la 22ème assemblée générale ordinaire de la chambre consulaire régionale de l'UEMOA, pour nous il était impensable que nous venions au Mali sans passer saluer les premières autorités du Pays. Nous sommes venus lui dire que nous avons choisi le Mali en signe de solidarité avec nos collègues, nos homologues maliens dans la période que nous connaissons tous », a indiqué Daouda Coulibaly, Président de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA.

Et le Président de la chambre consulaire régionale de l'UEMOA d'ajouter qu'« Au-delà de la pandémie il y a le péril sécuritaire » C'est pourquoi, selon le chef de la délégation, les opérateurs économiques de l'UEMOA ont jugé nécessaire de venir assister leurs collègues du Mali qui font face à un contexte difficile s'est convaincu M. Coulibaly qui a aussi précisé que : c'est ensemble que nous ferons l'intégration et reussirons à vaincre le péril que nous connaissons aujourd'hui. Saluant l'engagement de ses hôtes le Président de la Transition a estimé que le rôle de la chambre consulaire régionale de l'UEMOA est extrêmement important pour les pays de la sous-région, qu'il s'agisse entre autres de la valorisation de nos produits locaux ou de l'atténuation des effets de la cherté de la vie, le Président de la Transition a chaleureusement remercié et encouragé les représentants de la Chambre consulaire communautaire.



Nouhoum Togo



Au Mali, il y a 1600 écoles fermées, 478500 enfants déscolarisés, 9570 enseignants dans le désœuvrement.

DICKO NEWS



Nécrologie
Le grand opérateur économique Amadou Djigbé n'est plus.
Dors en paix



■ Ouverture Média - OM



OM INFO : #Urgent /
Le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme instruit une enquête administrative consécutive à la décision d'acquittement prononcée dans l'affaire Ministère Public contre Bakary Togola et autres.



OM INFO : #Affaire vocal /
Dr Oumar Mariko , Bouba Fané et Aboubacar Camara ont tous été placés sous mandat de dépôt par le tribunal de première instance de la Commune 4
#OM #URGENT



■ RFI Afrique



Au Burundi, la prison centrale de la capitale Gitega a été ravagée par un incendie tôt ce mardi matin. Il y aurait 38 morts et 69 blessés graves, selon le vice-président burundais qui s'est rendu sur les lieux, à la tête d'une délégation gouvernementale.



■ Modibo Souaré



Modibo Souaré est à l'Institut Français du Sénégal à Dakar.

#Festival #Dakar #Court

#Clap #Ouverture

Le Festival international de Court-métrage de Dakar a été lancé ce lundi soir à l'Institut français du Sénégal.

L'édition 2021 sera marquée par des rencontres de haut niveau des Directeurs de cinématographie de l'espace UEMOA, ouvert à l'espace francophone.

La gestion du patrimoine de court métrage en Afrique, les accords de coproduction entre les directions de cinéma francophone... seront au cœur de la rencontre.

Au total 14 films sont en compétition officielle parmi lesquels la fiction « Mamy » du réalisateur malien Toumani Sangaré.

Créée en 2018 par l'association CINEMAREKK, le festival Dakar Court vise à accompagner, d'une part, toute personne, du milieu du cinéma, et d'autre part fédérer et rassembler les différents collectifs de cinéma à travers le monde.



■ Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains est à Copenhague, Denmark.

PARTICIPATION DU Capdh Mali A LA FORMATION CONSOLIDATION DE LA PAIX ET TRANSFORMATION DES CONFLITS

Le CapDH participe à travers Monsieur Marc Jean-Pierre TESSOUGUE à la formation sur la Consolidation de la paix et la Transformation des conflits du 29 novembre au 17 décembre 2021 à Copenhague, au Danemark.

L'objectif de ce cours est d'augmenter la capacité des participants à établir des interventions locales efficaces pour la transformation des conflits afin de construire des sociétés pacifiques, et d'améliorer les compétences de communication et de facilitation des participants dans un contexte de conflit.

Cette session de formation à laquelle 22 jeunes dont 07 femmes venus des continents africain, américain et asiatique prennent part



est organisée par Danida Fellowship Centre (DFC).
Le Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains
Remercie :

- Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement - FAMOC
- L'Ambassade du Danemark au Mali
- Danida Fellowship Centre



■ Mossa Ag Attaher



JEUNESSE MUSIQUE MJS

LANCEMENT DE LA 4EME EDITION DU FESTHIP-HOP "RAPOU DOGOKUN"

Ce lundi 6 décembre 2021, j'ai assisté à la 4ème édition du FESTHIP-HOP « RAPOU DÔGÔKÛN » au Palais de la culture Amadou Hampâté Bâ de Bamako.

Initié par le célèbre rappeur malien M. Ismaël Doucouré alias Marster Soumy et son manager Kalifa Tangara dit Dony Brasko, Directeur du festival, ce programme d'éveil de conscience a pour but de faire la promotion de la citoyenneté et du civisme à travers le Rap, et permettre par ailleurs aux jeunes rappeurs de se retrouver, d'échanger et partager des expériences pour promouvoir leur carrière.

Le thème de cette année est « Quelle alternative pour un Mali réconcilié ? ».

Ce thème est plein de symbole pour le Mali, vu la situation actuelle de notre pays.

Mettre aujourd'hui le Rap au service de la paix et poser la problématique des alternatives pour une réconciliation des maliennes et des maliens est une contribution de taille. Le Mali en a besoin !

Cette activité a été l'occasion pour moi d'informer les jeunes que la paix est entre les mains des 75% de la population malienne que représente la jeunesse.

J'ai par ailleurs demandé aux organisateurs d'inclure dans leurs discussions thématiques débats, concours et chansons des thèmes liés au civisme et à la citoyenneté en vue d'impacter au maximum les jeunes.

Sans tabou, je les ai invité à ouvrir des débats, notamment sur le rapport de citoyen à l'état, le rapport aux biens public et les questions liées à la corruption.

Enfin, j'ai réaffirmé toute ma détermination et ma disponibilité à accompagner cette belle initiative, car le Rap constitue un élément fédérateur de la jeunesse mondiale, africaine et particulièrement malienne.

M. Mossa Ag ATTAHER

Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne



Macky Sall



La spirale de violence dans nos stades doit immédiatement cesser. L'agression physique des personnes et la destruction de biens publics sont intolérables et inacceptables. J'en appelle à la responsabilité de tous! L'Etat saura, avec fermeté, prendre les siennes.

ASSADEK AG HAMAHADY



Qui a des nouvelles de Bazoum; il aurait été arrêté il y a plus de 20 mn par des militaires ?

Tieman Coulibaly



Les masques sont tombés, voyez là, le visage hideux de la dictature dans son adolescence. Elle ne doit pas grandir, non ! Il ne s'agit pas d'un homme mais de tous les Hommes, de la République et la démocratie ! Oumar Mariko n'a rien dit qui vaille cela ! Bouba Fané non plus !

Abdoul MBAÏE



Je m'incline devant la mémoire de Lamine Dieng, ancien sélectionneur de l'équipe nationale de football qui vient de nous quitter. Mes condoléances au monde du football et à la grande famille du sport sénégalais suite à la perte de ce cadre et technicien réputé.

Wassim Nasr



Les explications les plus simples sont souvent les bonnes @KarimHakiki après il reste à la France de voir s'il elle l'extrade ou pas, dans les

deux cas l'incident diplomatique est au détour ... gros boulot pour @francediplo en perspective

Mamadou Ismaila KONATE



Dr Oumar MARIKO dont je suis l'un des avocats et deux autres personnes viennent de faire l'objet d'un mandat de dépôt...par le parquet du TGI de la C.IV...

COMMUNIQUÉ N°001
(Collectif des Avocats de Dr OUMAR MARIKO, Messieurs Bakary CAMARA et Boubacar SOUMAORO dit BOUBA FANÉ)

Les Avocats commis pour la défense de :

- Dr Oumar MARIKO ;
- Bakary CAMARA ;
- Boubacar SOUMAORO, dit BOUBA FANÉ

Ont assisté leurs clients respectifs (gardés à vue depuis quarante-huit heures à la Brigade de Recherche du Camp I de la Gendarmerie de Bamako), ce jour 7 décembre 2021, par-devant le Procureur près le Tribunal de grande instance de la Commune IV du District de Bamako.

Lesdites personnes ont fait l'objet d'un mandat de dépôt décerné par monsieur le Procureur près le TGI de la Commune IV du District de Bamako, dans le cadre d'une procédure poursuivie contre elles pour :

- Injures commises par le biais d'un système d'information et de communication ;
- Violation du secret de la communication ;
- Diffusion d'injures et menaces.

Les Avocats commis pour la défense desdites personnes ont pris acte de la décision de placement sous mandat dont ils contestent par ailleurs le bien fondé et la légalité.

Les Avocats entendent se concerter en premier, puis, en rapport avec leurs clients, se réservent pour l'instant le droit d'agir aussi bien contre le mandat de dépôt que contre l'ensemble de la procédure qui viole les règles de droit, les libertés et le caractère privé et confidentiel des échanges mis en cause.

Pour les Avocats :

- Mariam DIAWARA,
- Issa COULIBALY,
- Mamadou Ismaila KONATE,
- Lalla GAKOU.

Mamadou I KONATE
Avocat à la Cour

Larmes des pauvres



#Mali --#Douentza dans une nouvelle vidéo de propagande la brigade du #Serma, composante du #JNIM affilié aussi au groupe #Ansarul_Islam du #Burkina appelle au djihad en s'attaquant à l'ennemi pour ne trouve aucun moment de repos.

#Mali --#Bamako le parti #SADI de Dr Oumar Mariko déclare la guerre à la junte militaire et s'est fixé deux objectifs : - La libération de son président incarcéré, - Le départ de la junte militaire du pouvoir.



STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



Mali : Un chef militaire de la CMA et six autres combattants tués à Intahaka

Communiqué n° 16 /cd/CMA/2021 / la Coordination des Mouvements de l'Azawad a appris avec tristesse et consternation la mort de son officier, Ehya Ag Mossa, chef militaire de la zone de Doro ainsi que six (6) de ses éléments, assassinés par des hommes armés non identifiés dans la nuit du 05 au 06 décembre 2021 à Intahaka. En cette douloureuse circonstance, la CMA présente ses condoléances les plus émues aux familles des victimes durement éprouvées, au HCUA, à la CMA ainsi qu'à l'ensemble du peuple de l'Azawad. Elle invoque Allah le Tout Puissant pour le repos éternel des disparus.

La CMA, tout en condamnant avec la plus grande fermeté ce énième assassinat aussi lâche que barbare, assure le peuple de l'Azawad que toutes les dispositions seront prises pour traquer, retrouver les auteurs de ce crime odieux en vue de les mettre à la disposition de la justice. La CMA demande une meilleure collaboration de tous les partenaires présents dans cette zone pour lui fournir toutes les informations susceptibles de faire toute la lumière sur cet acte horrible.

Kidal, le 06/12/2021

Pour la CMA : Mohamed Elmaouloud Ramadane
Porte-Parole

Mali : 7 membres de l'ex-rébellion "assassinés" par des hommes armés

Sept membres de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), l'ex-rébellion dans le nord du Mali, ont été "assassinés" dans la nuit de dimanche à lundi par des hommes armés, a annoncé un de ses porte-parole.

La CMA "a appris avec tristesse et consternation la mort de son officier, Ehya Ag Mossa, chef militaire de la zone de Doro (nord) ainsi que six des ses éléments, assassinés par des hommes armés non identifiés dans la nuit du 5 au 6 décembre 2021 à Intahaka", un village dans la région de Gao (nord), a dit dans un communiqué Mohamed Elmaouloud Ramadane, un porte-parole de la CMA.

La CMA est une alliance composée essentiellement d'anciens groupes armés indépendantistes touareg et nationalistes arabes qui ont combattu les forces maliennes dans le nord à partir de 2012 avant de signer un accord de paix en 2015.

La CMA "condamne avec la plus grande fermeté cet énième assassinat aussi lâche que barbare" et "assure le peuple de l'Azawad que toutes les dispositions seront prises pour traquer, retrouver les auteurs de ce crime odieux en vue de les mettre à la disposition de la justice".

Elle "demande une meilleure collaboration de tous les partenaires présents dans cette zone pour lui fournir les informations susceptibles de faire toute la lumière sur cet acte horrible".

Un des principaux chefs des ex-rebelles du nord du Mali, Sidi Brahim Ould Sidati, alors président en exercice de la CMA, avait été assassiné par balle en avril, avait annoncé la CMA.

Sidi Brahim Ould Sidati avait signé au nom de la CMA l'accord de 2015 avec le gouvernement malien et une coalition de groupes armés alliée

Lutte contre la flambée des prix : Interdiction d'exportation du riz, du mil, du sorgho...



Les autorités maliennes décident d'interdire, jusqu'à nouvel ordre, l'exportation de plusieurs produits de grande consommation. L'annonce a été faite hier à travers un communiqué signé du ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed.

« L'exportation de la graine de coton, des tourteaux de coton, du mil, du sorgho, du maïs et du riz local est suspendue jusqu'à nouvel ordre », peut-on lire dans l'arrêté interministériel n° 2021 5126/MIC-SG du 6 décembre 2021. « La Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence, le Directeur Général des Douanes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera », instruit le ministre Mahmoud Ould Mohamed. L'arrêté ne fait aucune mention des raisons qui ont motivé cette décision, mais il semble que l'arrêté ministériel fait suite aux informations venant des zones de production agricole et selon lesquelles, la campagne 2021-2022 a été impactée par les périodes sèches qu'a connue la saison des pluies cette année. Presque terminée, la récolte du mil et du riz a été maigre notamment dans la Région de Ségou. Cette situation intervient dans un contexte de flambée des prix des denrées de base au plan international. Le coton, lui, aurait fait une production record au sortir de la cette campagne. Sa graine entre dans la fabrication de plusieurs produits notamment l'huile, le savon et l'aliment bétail. Créée autour de ces produits-là, une véritable industrie locale a déjà pris corps. Le Mali produit par exemple plus de 80% de sa consommation en huile alimentaire. La décision du ministre Ould Mohamed participera ainsi au renforcement du tissu industriel local, tout en évitant une hausse inquiétante des prix de ces produits sur nos marchés.

Cheick M. TRAORÉ / Source : L'ESSOR

à ce gouvernement, la Plateforme, pour restaurer la paix au Mali. Ce pays sahélien est le théâtre depuis 2012 d'un conflit sanglant avec des attaques répétées de groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, doublées de violences contre les civils perpétrées par des groupes armés, certains auto-proclamés d'autodéfense. Les forces régulières sont également fréquemment accusées d'exactions.

Source : AFP

Œuvres sociales du Président de la Transition à Sikasso : Des vivres pour les couches vulnérables



Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations démunies, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta poursuit ses œuvres sociales.

L'initiative vise à redonner le sourire à près de 8.000 bénéficiaires dans les 45 cercles du Mali. C'est dans cette optique que la Conseillère spéciale du Président de la Transition, le colonel Assan Badiallo Touré, a procédé, le samedi dernier au Gouvernorat de Sikasso, à la remise de kits alimentaires à 100 ménages démunis du Cercle de Sikasso.

L'évènement a enregistré la présence du Gouverneur de la 3^e Région Sinè Dembélé, le Préfet Dramane Diakité, le Maire de la Commune Urbaine de Sikasso, Kalfa Sanogo, et de nombreux bénéficiaires.

Le don est composé de sacs de mil, de sorgho, de sucre et de bidons de 20 litres d'huile pour chacun des 100 ménages démunis. À l'entame de ses propos, le Colonel Assan Badiallo Touré a indiqué que ces remises de don se feront dans tous les cercles du Mali. De nos jours, a-t-elle poursuivi, les populations concernées des Cercles de Gao, de Koulikoro, de Bougouni et de Sikasso ont reçu des dons.

«La donation se poursuivra dans le reste des cercles du Mali», a-t-elle souligné. S'adressant aux bénéficiaires, elle a indiqué que ce geste est un élan de solidarité du président de la Transition.

Le Gouverneur de la 3^e Région, Sinè Dembélé, et le Maire de la Commune Urbaine, Kalfa Sanogo, se sont tous réjouis de l'initiative. Ils ont, chacun, salué le geste du Colonel Assimi Goïta.

«Il nous a facilité l'accès à l'eau potable, réhabilité certaines écoles et maintenant procède aux donations de vivres», a assuré le chef de l'exécutif régional, ajoutant qu'on ne peut que le remercier. Pour sa part, Kalfa Sanogo a souhaité que les futurs présidents imitent le geste salutaire du Président de la Transition. Sanogo a rappelé que ce don vient du fonds de souveraineté.

Les bénéficiaires, composés de veuves, de personnes handicapées, de personnes âgées, dont le sexagénaire Oumar Traoré de Koboïla II et la veuve Kadia Goïta de Wayerma II, ne tarissaient pas d'éloges à l'endroit du Président de la Transition. Tous lui ont souhaité «une bonne Transition et la paix pour notre pays».

Mariam F. DIABATÉ / Amap-Sikasso / Source : L'ESSOR

Désobéissance civile : Le mot d'ordre largement suivi dans la ville de Bandiagara



Le mot d'ordre de la désobéissance civile décrété par les forces vives de la région de Bandiagara, composés des élus, des leaders communautaires et toute la société civile, a été largement suivi dans la capitale régionale, Bandiagara. Par contre, il n'est pas suivi à Bankass et à Koro (probablement par manque d'informations selon des sources locales).

Suite à l'attaque contre les forains du village de Songho, la forces vives de la région de Bandiagara avaient décrété une désobéissance civile à partir d'hier, lundi. « Nous, forces vives de la région de Bandiagara, composés des élus, des leaders communautaire et toute la société civile, vu les différentes rencontres tenues et les missions effectuées auprès des plus hautes autorités du Mali pour demander la sécurisation des personnes et de leurs biens, sommes au regret de vous annoncer qu'à partir du lundi 06 décembre 2021 jusqu'à nouvel ordre de la désobéissance civile conformément à l'article 121 de la constitution du 25 février 1992 », a précisé le communiqué.

Très en colère, ces forces vives de la nation demandent la fermeture des services étatiques et non étatiques exceptés les centres de santé, le commerce et le transport jusqu'à la levée du présent communiqué. Il faut rappeler que 33 personnes ont été tuées, le vendredi dernier, par les forces terroristes entre Songho et Bandiagara. Les populations des localités du pays dogon réclament, depuis des années, la sécurisation de l'axe-Sevaré-Bandiagara-Bankass-Koro. Avant le carnage de Songho, une attaque terroriste a fait 4 morts dans la ville de Bandiagara. Près d'une centaine de personnes enlevées entre Bandiagara et Bankass sont toujours en détention.

Le mot d'ordre suivi à Bandiagara

Le mot d'ordre de la désobéissance civile décrété par les forces vives de la région de Bandiagara, composés des élus, des leaders communautaires et toute la société civile, a été largement suivi dans la capitale régionale, Bandiagara. « Ici à Bandiagara, le mot d'ordre a été largement suivi. Les services étatiques et non étatiques sont fermés exceptés les centres de santé et le commerce », nous a confié une source locale à Bandiagara. Par contre, à Bankass et Koro, deux cercles de Bandiagara, le mot d'ordre n'a pas été suivi. « Bankass n'a pas suivi le mot d'ordre de la désobéissance civile. Le message n'a pas certainement passé », laisse entendre un habitant de Bankass. A Koro aussi, c'est le cas. Le mot d'ordre n'a pas été suivi selon des sources locales.

B. G / Source : Le Pays



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Affaire Bakary Togola : Quel enjeu pour la transition ?

Le 29 novembre 2021 Bakary Togola a été acquitté par la Cour d'assises, en session spéciale sur les affaires économiques et financières, faute de preuves dans une affaire de détournement de 9,4 milliards FCFA due aux cotonculteurs et de faux et usage de faux. La surprise, l'incompréhension, l'indignation et la colère ressenties par les maliennes et les maliens sont à la hauteur de l'immense espoir suscité par la lutte engagée par les autorités de transition contre la corruption et les détournements de biens publics. Cet acquittement est un véritable pied de nez à la transition malienne qui a fait de la lutte contre la corruption et les détournements de biens publics un pilier majeur de sa feuille de route de refondation du Mali. Il a été une grande surprise parce que d'abord Bakary Togola, paysan malien de son état, aurait payé une caution de près de 4 milliards FCFA pour bénéficier de la liberté provisoire. Grande surprise encore parce qu'en conseillant au Président IBK lors d'une rencontre publique de « mettre un peu dans la bouche » de ces opposants pour qu'ils se taisent, Bakary Togola considérait implicitement le détournement de biens publics et la corruption comme des pratiques normales de gestion des affaires publiques dont il était lui-même partie prenante. Mais de quoi s'agit-il au juste ?

En 2019 Bakary Togola, alors Président de la Confédération des sociétés coopératives des producteurs de coton (C-SCPC), est inculpé et mis en détention par le Procureur du Pôle économique et financier de Bamako pour des faits de « corruption » et de « détournements de deniers publics ». Faisons simple pour une compréhension facile de l'affaire. Un peu plus de 13 milliards FCFA sont versés par la CMDT

(donc l'argent public) dans le compte de la Confédération entre 2013 et 2019 au titre d'un complément de prix de vente du coton (ristournes liées à la hausse du cours du coton sur les marchés internationaux). Cette somme appartient donc aux cotonculteurs qui devraient en bénéficier (à travers des prestations de service de formation et pourquoi pas de mise à disposition), mais tel n'a pas été le cas pour 9,4 milliards qui ont disparu des comptes de leur Confédération dont Bakary Togola est le signataire. Ces 9,4 milliards se sont simplement volatisés après décaissement sous la signature de Bakary Togola.

Alors, qui doit apporter la preuve que ces 9 milliards ont été utilisés au bénéfice des cotonculteurs ?

A mon avis, il revenait à Bakary Togola d'apporter à la Cour la preuve qu'il a bien utilisé cette somme au bénéfice des cotonculteurs et à défaut de dire ce qu'il en a fait. Au lieu de cela Bakary Togola est acquitté faute de preuves !!! Allez y comprendre quelque chose. De quoi perdre son latin non !!! Pardon, je voulais dire son bamanan kan. L'acquittement de Bakary Togola a été un coup de tonnerre qui a mis le moral aux talons de nombreux maliens qui avaient commencé à croire que l'heure de crépuscule de l'impunité en gestion des affaires publiques a sonné dans notre pays. Une déception d'autant plus dangereuse pour la transition que l'insécurité et l'impunité dans la gestion des affaires publiques sont ses pires ennemis. Préférable de ne pas inculper et mettre sous mandat de dépôt si c'est pour aboutir à un acquittement retentissant dans le contexte actuel.

L'enthousiasme populaire dont jouit la transition actuellement est fondé sur un double es-



poir : l'espoir que de nouveaux partenariats en matière de sécurité déboucheront sur **des victoires décisives sur le terrorisme et le renforcement de notre souveraineté nationale** d'une part, et l'espoir que la lutte engagée contre la corruption et les détournements de biens publics débouchera sur **une victoire décisive et irréversible sur l'impunité**. Rappelons aussi que l'une des raisons de la popularité du Président de la transition est sa déclaration publique « d'engager sans état d'âme une lutte contre la corruption et la délinquance financière ». **Impossible de réussir la transition en cas d'échec sur un de ces deux fronts. Voilà l'enjeu de l'affaire Bakary Togola pour notre régime de transition.** Prenons-en toute la mesure pour agir avec détermination et fermeté contre l'insécurité et la grande criminalité économique et financière. Cette affaire est loin d'être finie car elle n'a pas encore livré tous ses secrets, elle ne fait que commencer. La seule bataille perdue d'avance étant celle qu'on refuse de livrer, les honnêtes citoyennes et citoyens maliens victimes de la prédation de nos ressources publiques mèneront cette bataille jusqu'au bout. La lutte engagée contre la corruption et les détournements de biens publics ne doit pas être le coup d'épée dans l'eau tant redouté par certains, ni l'échec retentissant attendu par les prédateurs avec plaisir et par les sceptiques avec inquiétudes. Redoublons d'effort et nous finirons par couper la tête du serpent. Sans une victoire décisive et irréversible sur l'impunité en gestion des affaires publiques, Mali Kura restera une utopie ou plutôt une illusion. Prenons notre destin commun de maliennes et maliens en main pour refonder notre pays.

Konimba Sidibé, ancien ministre,
ancien député



Les Etats Unis au côté du Mali : Le PM a réceptionné 900 objets archéologiques et ethnographiques

Au cours d'une cérémonie organisée le mardi 7 décembre 2021, présidée par le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, les Etats Unis ont restitué au Mali des objets archéologiques et ethnographiques, issus du pillage et du trafic illicite, qui étaient conservés sur le sol Américain. La cérémonie a enregistré la présence le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo et de plusieurs autres personnalités.

Le jeu en valait la chandelle, car, ce sont près de 900 objets archéologiques et ethnographiques, pillés illégalement pour la plupart, qui ont été remis au gouvernement malien. Cette action dénote de la bonne volonté des Etats Unis d'aider le Mali à préserver son patrimoine matériel comme la prunelle de ses yeux. Cet acte que vient de poser les Etats Unis est d'une importance capitale dans le cadre de la collaboration bilatérale entre les deux pays.

Fier de poser un acte historique, l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique, Dennis B. Hankins, a profité de cette cérémonie pour souligner l'importance des objets restitués dans la culture du Mali en cette période de

crise multiforme. L'ambassadeur a rappelé que les terroristes veulent casser les lignes qui unissent les Maliens. « **Les Maliens et les américains sont unis par une riche histoire. Avec le retour de quelques 900 pièces, nous allons renforcer cette idée d'être malien, d'une culture commune aux maliens** » a laissé entendre l'ambassadeur américain.

Mesurant la portée des objets archéologiques et ethnographiques, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga a pris la parole au nom du Président de la transition et du Peuple malien, pour remercier chaleureusement le gouvernement et le Peuple américain pour ce geste ô combien symbolique avec toute sa charge

d'émotion et de joie. C'est l'illustration parfaite de l'engagement et l'accompagnement des Etats Unis au malien.

Choguel Kokalla Maïga a rappelé que le Mali a toujours été confronté au pillage des objets archéologiques et ethnographiques. Cette situation a connu une recrudescence consécutive à la crise sécuritaire. « **Notre patrimoine culturel ne doit pas rester prisonnier des musées d'autres pays. Notre jeunesse a envie d'accéder à la créativité et à la spiritualité d'époque lointaine** », a révélé Dr Choguel Kokalla Maïga.

Et contrairement du Bénin qui a réclamé à cor et à cri ses objets archéologiques et ethnographiques, auprès de la France, le Mali vient d'entrer en possession de ses objets d'arts grâce à la volonté des autorités Américaines. Ce geste d'une grande portée historique contribuera à renforcer les relations entre nos deux pays. Ces objets permettront sans doute à la jeune génération de s'imprégner de la richesse culturelle de son pays. Tout le peuple malien partage la joie et la fierté du premier ministre et témoigne leur reconnaissance au partenaire Américain qui vient de restituer gracieusement au Mali 900 objets archéologiques, qui représente certes, une goutte d'eau dans l'immensité des œuvres culturelles pilés. Mais un grand pas vers la reconstitution de ce patrimoine culturel.

■ Ibrahim SANOGO



Télépaiement d'impôts, droits et taxes au Mali : Une innovation pour sécuriser les avoirs de l'État

Le ministre de l'Economie et des Finances, Alousseni SANOU, a présidé, le lundi 6 décembre 2021, à la Direction Générale des Impôts (DGI) à ACI 2000, la cérémonie officielle de lancement des télépaiements d'impôts, droits et taxes en République du Mali. Le télépaiement des impôts, droits et taxes vise non seulement la simplification des opérations de paiement, mais également la sécurisation des recettes de l'État par le virement direct des fonds collectés dans le compte unique du Trésor. Une innovation majeure qui renforce le dispositif de recouvrement dans notre pays.



Dans sa volonté d'être une administration fiscale moderne, efficace, efficiente, respectueuse des lois de la République et à l'écoute des contribuables, la direction générale des impôts, a engagé un vaste programme de modernisation de ses services. « **Un des axes stratégiques de ce programme vise essentiellement l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans l'administration et la gestion des impôts pour non seulement accroître la capacité endogène de la Direction Gé-**

nérale des Impôts (DGI) dans la mobilisation des recettes intérieures, mais également offrir des meilleurs services aux contribuables », a expliqué Mathias Konaté directeur général des impôts.

Et d'enchaîner : En juin 2017, sur la demande des contribuables et sur recommandation des partenaires techniques et financiers, la Direction Générale des Impôts a développé dans son système d'information un module spécifique dédié aux téléservices fiscaux. Selon Mathias KONATE, avec ce nouveau module, dénommé E-Impôt, l'administration des impôts offre aux

contribuables les moyens d'accomplir leurs obligations fiscales en ligne. « **L'introduction des télépaiements dans le processus de collecte des impôts vise, comme la suite logique des télé déclarations commencées en 2019, trois objectifs fondamentaux : Simplifier les procédures de paiement des impôts pour permettre aux contribuables de payer leurs impôts, droits et taxes sans être obligé de se déplacer physiquement vers les guichets ; Sécuriser les recettes de l'État par un paiement dématérialisé ; Rendre disponible la trésorerie de l'État pour faire face aux dépenses publiques en temps et en heures** », a-t-il formulé.

Dans son intervention, le Président de l'Association des Professionnels des Banques et Établissements Financiers (APBEF), Mustapha Adrien SARR, s'est réjoui de cette réforme qui permettra selon lui de moderniser l'administration des impôts. « **Je vous promets que les banques ne ménageront aucun effort pour la réussite de cette opération** », a-t-il promis.

Aux dires du ministre de l'Economie et des Finances, Alousseni SANOU, les procédures de télépaiements doivent rester conformes aux procédures de gestion des finances publiques. Il est également important que la plateforme soit flexible pour favoriser, plus tard, l'extension de la domiciliation du compte de télépaiement à d'autres banques. L'implication des Banques et des Etablissements Financiers est décisive pour la réussite de cette réforme phare. « **Je me réjouis de l'implication forte des dirigeants de Banques et d'Établissements Financiers** », a-t-il laissé entendre.

La signature des documents d'encadrement du processus de paiement des impôts, droits et taxes par voie électronique, par le directeur général des impôts, le directeur national du Trésor et de la Comptabilité Publique, et par les directeurs généraux de la BDM SA et de la BMS SA a mis fin à la cérémonie.

On notait la présence du directeur général des impôts, Mathias KONATE, les responsables de banques, et de nombreuses autres personnalités.

■ Ibrahim SANOGO

"BADGER" : Une opération de reconnaissance et d'appui en zone inondée dans la région de Mopti

S'enquérir de la situation sur place, rassurer la population locale par une présence renforcée des Casques bleus et permettre à la composante civile de la MINUSMA de mettre en œuvre ses activités. Tels étaient les objectifs de l'opération « BADGER ». Lancée le 30 novembre dernier dans le village de Kouakourou, cercle de Djenné, cette opération de la Mission de l'ONU au Mali doit contribuer à apporter une réponse à la dégradation de la situation sécuritaire de cette zone inondée.



Nous sommes le 30 novembre dernier, il est 10 heures 30. Hélicoptée, l'équipe intégrée de la MINUSMA à Mopti est prête à atterrir à Kouakourou, sous les regards soulagés des habitants. Des éléments de la force spéciale égyptienne de la "Mobile Task Force", basées à Tombouctou (secteur ouest) et l'aviation militaire, sont déjà sur place pour soutenir le pilier civil de la Mission de l'ONU au Mali.

Discussions et état des lieux

Après avoir échangé sur la situation sécuritaire du village avec les leaders communautaires, sur place, la délégation a visité le projet de clôture de l'école, de réhabilitation des salles de classes et de constructions de latrines de l'école de Kouakourou, totalement financé par la MINUSMA en 2018. Une aubaine pour le Maire de la Commune de Femaye dont relève Kouakourou dans le cercle de Djenné. Malick Kondo ne cache pas sa satisfaction. « Nous sommes particulièrement touchés que la MINUSMA déploie autant de ressources pour se rendre à Kouakourou afin de visiter, aider et sécuriser ses frères maliens de Kouakourou, qui se sentaient plus ou moins délaissés, » explique-t-il, avant d'ajouter : « cela va nous permettre de relancer notre partenariat et notre

fraternité avec la MINUSMA ». Lors de ce déplacement, la possibilité d'installer 75 lampadaires d'éclairage public pour le village de Kouakourou a également été évaluée et fera l'objet d'un projet.

Une opération nécessaire qui en appelle d'autres...

Cette première mission de « BADGER », a été menée avec une équipe intégrée de la Mission onusienne comprenant les éléments de la Force (du secteur centre), la Police de Nations Unies, la Division des Affaires Civiles, la Division des Droits de l'Homme et de la Protection et le Centre régional d'Opérations Conjointes. Elle est mise en œuvre en collaboration avec

les Forces Armées maliennes (FAMA).

« Il était nécessaire de se rendre physiquement à Kouakourou pour rassurer les communautés du soutien et de la protection de la MINUSMA. Surtout que c'est une zone très proche de Marebougou, qui se trouve être actuellement sous embargo. C'était également une mission d'évaluation, qui s'est bien déroulée, » a déclaré le Commandant du Secteur Centre, le Général Anm Manzoorul Haque MAZUMDER. Le Général MAZUMDER a également ajouté que « la situation sécuritaire ne nous a pas permis d'aller encore à Marebougou mais il s'agissait de s'en rapprocher le plus possible pour évaluer cette situation sécuritaire, afin de mieux l'appréhender. Nous cherchons à contribuer à procurer un environnement sécurisé pour les civils et permettre le retour et le rétablissement de l'administration. Il faut créer davantage de cadre de collaboration avec la communauté, » a-t-il conclu.

Plusieurs autres opérations de ce type sont en cours de préparation, pour voir dans quelle mesure la MINUSMA peut continuer à contribuer à la sécurisation des populations.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



Digitalisation des services fiscaux : Le ministre SANOU procède au lancement

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Alousséni SANOU, a présidé, ce lundi 06 décembre 2021 à la Direction Générale des Impôts (DGI), la cérémonie de lancement des télépaiements d'impôts, droits et taxes en république du Mali.



■ L'introduction des télépaiements dans le processus de collecte des ressources intérieures s'inscrit dans le cadre de la modernisation et de l'amélioration des services offerts aux contribuables, du renforcement des capacités des agents de la DGI à mobiliser plus de recettes intérieures. Le télépaiement des impôts, droits et taxes vise non seulement la simplification des opérations de paiement, mais également la sécurisation des recettes de l'État par le virement direct des fonds collectés dans le compte unique du Trésor » a expliqué le ministre lors de la cérémonie. L'engagement des parties impliquées dans la gestion des paiements des impôts, droits et taxes par voie électronique (Direction Générale des Impôts, Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, banque et éta-

blissements financiers) constituait l'impératif juridique afin d'assurer la configuration et le paramétrage du système pour le démarrage effectif des télépaiements avec la solution déjà disponible. C'est pourquoi, lors de la cérémonie, le Directeur Général des Impôts, M. Mathias DIARRA, le Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique, M. Ben Bouillé HAIDARA et les Dirigeants des Banques et établissements financiers ont apposé leurs signatures sur la Convention d'utilisation de la plateforme et celle de gestion du compte télépaiement. Suite logique des télé-déclarations, qui avaient commencé en 2019, l'introduction des télépaiements dans le processus de collecte des impôts permettra aux contribuables de payer leurs impôts, droits et taxes sans être

obligé de se déplacer physiquement vers les guichets, de sécuriser les recettes de l'État par un paiement dématérialisé et enfin de rendre disponible la trésorerie de l'État en temps et en heures.

En effet, la Direction Générale des Impôts a développé dans son système d'information un module spécifique dédié aux télé services fiscaux dénommé E-Impôt qui offre aux 684 contribuables domiciliés à la Direction des Grandes Entreprises et à environ 150 moyennes entreprises les moyens d'accomplir leurs obligations fiscales en ligne.

Le paiement par voie électronique est donc une nouvelle procédure dans le dispositif de collecte des impôts. Son opérationnalisation a requis la mise en place d'une plateforme qui permet un échange hautement sécurisé des données entre les différentes parties prenantes impliquées dans le processus de collecte et de comptabilisation des recettes.

Le ministre de l'Économie et des Finances a adressé ses vifs remerciements à l'endroit de toutes les personnes impliquées dans le processus, plus particulièrement les membres du Groupe de Travail « Télépaiement des Impôts ». Il a également remercié la coopération canadienne pour son accompagnement dans le processus de modernisation des services fiscaux à travers le projet PAMORI au sein de la DGI sans oublier la forte implication des Banques et des Établissements Financiers pour la réussite de cette réforme phare qui marque la digitalisation des paiements des impôts, droits et taxes en République du Mali. Avant de clôturer la cérémonie, le ministre Alousséni SANOU a remercié l'ensemble des agents de la Direction Générale des Impôts et les a exhortés à plus d'engagements pour l'atteinte des objectifs qui leur sont fixés.

La cérémonie s'est déroulée en présence du Président de la Commission Finance du Conseil National de Transition, des cadres responsables des services rattachés du ministère de l'Économie et des Finances, du Directeur National de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour le Mali, du vice-président de l'Association des Professionnels des Banques et Établissements Financiers (APBEF) et de plusieurs directeurs de banques et d'établissements financiers au Mali.

Source : MEF

Florence Parly : "La France n'a pas d'agenda caché au Sahel"

Diamniadio, 6 décembre (APS) – La France dont la présence au Sahel dans le cadre de la lutte contre le terrorisme est décriée dans certains pays "n'a pas d'agenda caché", a affirmé, lundi, à Diamniadio, sa ministre des Armées, Florence Parly.

La France n'a pas d'agenda caché au Sahel et prétendre le contraire, c'est faire le lit du terrorisme", a-t-elle dit à l'ouverture de la septième édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité. Pour Florence Parly, "tous ceux qui attisent le discours anti-français jouent pour un autre camp dont les intérêts semblent profondément divergents des intérêts des Etats sahéliens et des populations".

La ministre française a souligné que "les intérêts des Etats africains sont la stabilité, la paix et le développement", assurant que l'engagement de son pays au Sahel va se poursuivre avec "force et détermination" avec les pays européens au sein de la force "Takouba". Florence Parly a invité les populations du Sahel à ne pas "succomber aux mirages", allusion au recours aux mercenaires russes du groupe Wagner.

"Si la France et ses partenaires s'opposent à Wagner, c'est qu'ils ont vu en Centrafrique leur

potentiel destructeur, les exactions contre les populations, la perte de souveraineté de l'Etat, la prédation des ressources, l'échec sur le plan opérationnel (...) cela n'est pas compatible avec notre vision", a argumenté la ministre française des Armées.

Par rapport au redéploiement du dispositif militaire français dans le Sahel, elle a indiqué que la France ne quitte pas la zone.

"Cette transformation, c'est d'aller vers plus de coopération (...) Notre but, ce n'est pas d'agir à la place des Etats sahéliens. Notre but, c'est d'agir avec eux. Plus les armées du Sahel seront fortes, plus nous serons efficaces dans la lutte contre le terrorisme", a assuré Florence Parly.

La septième édition du Forum international de Dakar sur la paix et sécurité en Afrique s'est ouverte, lundi, peu après 10 h, au Centre de conférence internationale Abdou Diouf de Diamniadio (CICAD), a constaté l'APS.

Le Forum est axé sur "Les enjeux de la stabilité

et d'émergence en Afrique dans un monde post Covid-19".

Le président du Conseil européen, le Belge Charles Michel, le président de la Commission de l'Union africaine, le Tchadien Moussa Faki Mahamat, assistent à la rencontre.

La France est représentée par Florence Parly, ministre des Armées.

Le président du Comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer, et le Directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, Amadou Alpha Sall, sont aussi présents.

Une quarantaine de pays et autant de Think-tanks ou ONG sont attendus à ce Forum qui va alterner séances plénières, ateliers et panels portant sur les défis sanitaire et sécuritaire auxquels est confrontés l'Afrique, selon ses initiateurs.

Le Forum réunit près d'un millier de responsables et décideurs africains, experts, militaires, spécialistes et journalistes, ainsi que de nombreux chefs d'entreprise et opérateurs économiques travaillant avec l'Afrique.

La rencontre est organisée conjointement par Avisa Partners et le Centre des hautes études de défense et de Sécurité de Dakar.

Le Forum, organisé, pour la première fois en 2014, n'a pu se tenir l'année dernière pour des raisons de Covid-19.

BHC/OID/ASB



Lutte contre le terrorisme : Espoir Mali Koura propose une stratégie

Débarasser notre territoire du péril terroriste est une préoccupation partagée par l'ensemble des Maliens. Le mouvement politique dirigé par l'ancien ministre Cheick Oumar Sissoko apporte sa contribution aux débats sur les voies et moyens pour vaincre ces individus qui s'adonnent à des massacres, aux enlèvements et favorisent la famine, le marasme économique...

Dans un document dont nous avons reçu copie, Espoir Mali Koura (EMK), mouvement politique dirigé par l'ancien ministre Cheick Oumar Sissoko, appelle à la mobilisation générale contre la guerre imposée à notre pays. Aussi, le mouvement fait des propositions pour permettre au Mali de gagner cette guerre asymétrique qui freine son développement depuis plusieurs années.

Selon Espoir Mali Koura, le repli du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) de l'Algérie devenu Aqmi au nord du Mali en 1999-2000 et la création d'Ançardine devenu aujourd'hui GSIM, du Mujao et plus tard de la Katiba Macina et l'État islamique, les convoitises sur nos ressources naturelles, ont permis

et engagé une agression contre notre pays. Depuis 2012-2013, la jonction économique, sociale et militaire de ces différents courants avec les séparatistes du MNLA et les réseaux du narcotrafic dans un contexte de faillite de l'État, ont fait des deux tiers de notre territoire, une zone de guerre, de tueries sauvages avec des pratiques qui ont fini par détruire nos valeurs de vivre ensemble et installé l'insécurité dans toutes les régions.

Pour EMK, comme partout ailleurs sur le continent, les pays qui convoitent nos ressources naturelles se précipitent pour venir nous défendre. Pourtant, « ces pompiers pyromanes, en 9 ans, n'ont pu empêcher que la situation aille de mal en pis », déplore EMK qui souligne

d'ailleurs que 14.000 personnes de la Minusma et 5.000 de Barkhane n'ont pu arrêter l'embarquement du pays. Car, le feu de la guerre s'est étendu du Nord au centre, du Centre au sud et à l'ouest.

Face à cette situation, EMK appelle à une mobilisation générale contre la guerre, la corruption qui asphyxie notre économie et pour la rupture totale avec le système politique, économique, social, culturel qui tue le Mali depuis 50 ans.

1.500 JEUNES PAR CERCLE- Au niveau de la défense et de la sécurité, le Mouvement politique appelle à la mobilisation pour une Armée de métier et l'occupation militaire conséquente du territoire par les Forces armées maliennes (FAMA). EMK rappelle que le Mali, pour la défense de son territoire, est divisé en 8 régions militaires. Ces régions sont à renforcer et à moderniser. Car cette situation de guerre commande la construction d'un camp militaire par cercle. Ainsi, chaque cercle devient une zone de défense.

Aussi, EMK propose le recrutement de 1.500 jeunes dans chaque cercle pour un bataillon de 500 militaires. Lesquels seront recrutés dans les communes et une fois la guerre finie, seront soutenus par l'Etat pour leur insertion dans l'économie à travers une agence d'insertion



tion et d'assurance vie créée à cet effet. Pour la reconquête du territoire, EMK estime que la guerre contre les terroristes et autres mercenaires camouflés dans une coalition terroriste, séparatiste et de narcotrafiquants se fera en deux phases. La première phase consistera en une guerre éclair de 6 à 12 mois et une deuxième phase portant sur une guerre d'éradication de l'insécurité et de la précarité sociale. La condition de réussite étant de savoir et pouvoir sortir de la situation économique et militaire imposée par l'Occident. Pour la guerre éclair de 6 à 12 mois, EMK pense qu'une offensive doit être engagée dans chaque commune contre les terroristes pour briser leurs reins. Et procéder ensuite à un ratisage du Sud au centre et au nord, de l'Ouest au centre et au nord dans une coordination entre les zones de défense. Une autre stratégie est d'assurer toujours les arrières en tenant compte de l'état de dispersion des ennemis sur la totalité de notre territoire d'une part, et d'autre part, du caractère asymétrique de la guerre qu'ils mènent. EMK précise qu'une guerre éclair nécessite des troupes aguerries, mais aussi et surtout, de la logistique et des armes modernes (l'aviation, les blindés, un réseau de renseignements efficace). Pour cette guerre, le Mouvement croit que notre pays doit réunir les conditions de recrutement, d'organisation des zones de défense, d'occupation du territoire national et de financement des moyens militaires et infrastructurels. Pour ce faire, il conseille de recruter et former 1.500 jeunes (soldats, gendarmes, gardes) dans chacun des 49 an-

ciens cercles des 8 anciennes régions et dans le District de Bamako. Il s'agit aussi de créer un bataillon militaire de 500 combattants dans chaque cercle où cela n'existe pas. En outre, il s'agit de doter les chefs-lieux de commune de brigades d'intervention de 50 militaires, de créer avec le restant des soldats, gendarmes et gardes, des patrouilles régulières dans les communes à charge de préparer les villageois à l'autodéfense et permettre aux paysans, éleveurs et autres citoyens de vaquer à leurs occupations.

Le coût de cette opération militaire est évalué à 1.130.100 milliards de FCFA sur une période de 3 ans, soit 376,700 milliards de FCFA par an financés par le budget national (250 milliards de FCFA) et la réduction du train de vie de l'Etat (80 milliards de FCFA) par an.

ALGÉRIE ET RUSSIE- Ce n'est pas tout. EMK pense que d'autres mesures doivent suivre notamment, la création d'un Secrétariat d'Etat à la Guerre auprès du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants avec une cellule des renseignements aériens avec du matériel moderne.

Il s'agit également de militariser la police, rappeler les réservistes, mettre les milices d'auto-défense sous commandement militaire, créer des zones de défense comme le stipule la loi, récupérer l'argent détourné en revisitant la Loi d'orientation et de programmation militaire. Mais aussi, restructurer temporairement notre économie nationale en économie de guerre pour sauver la patrie en danger, faire les audits des finances publiques, du foncier,

des infrastructures, réduire le train de vie de l'état, etc.

Allant plus loin dans ses propositions, Espoir Mali Koura suggère de signer un accord avec tout pays respectant notre souveraineté et acceptant les exigences de notre programme de développement. Cependant, le Mouvement signale que deux partenaires stratégiques se dégagent. L'Algérie avec qui notre pays partage 1.376 km de frontière, des relations historiques, politiques et économiques. EMK rappelle que l'Algérie a les moyens militaires et l'expérience de la lutte antiterroriste.

Le second pays qu'il propose est la Russie qui est le partenaire traditionnel de l'Armée malienne. Car, beaucoup d'officiers y ont été formés. Elle est une puissance militaire qui peut, dans une coopération mutuellement avantageuse, aider le Mali à avoir une Armée de métier bien équipée avec la viabilisation des Ateliers centraux de Markala pour la fabrication des armes et des munitions, souligne Espoir Mali Koura. Un autre pays que le Mouvement conseille est la Chine qui dispose de ressources financières énormes, des technologies avancées dans les domaines du réarmement économique et scientifique du Mali. Au regard des défis sécuritaires qui assaillent notre pays, EMK appelle à la mobilisation générale des Maliens contre la guerre pour sauver notre patrie de situations désastreuses comme en RDC, en Somalie et en Libye.

Dieudonné DIAMA
Source : L'ESSOR



Train littéraire de Djoliba TV : L'écrivain Bréhima Touré à bâtons rompus sur ses ouvrages

Auteur du livre « Aventures et mésaventures », Bréhima Touré était l'invité de l'émission « Train littéraire » de la chaîne de télévision Joliba TV, la semaine dernière pour parler de son dernier ouvrage à travers une immersion totale dans l'ensemble de ses œuvres littéraires.

Ainsi, comme son nom l'indique, l'émission « Train littéraire » est un voyage à bord d'un train imaginaire autour de la littérature, dont l'invité assure la conduite tout au long de la rencontre jusqu'à l'arrivée sur le quai de la connaissance.

Cet exercice excitant et délicat à la fois de la prise de parole face à la caméra afin d'exposer ses œuvres pour un écrivain, a été assuré avec brio par l'invité du jour, en présence d'un public admiratif et passionné de littérature, à bord du train.

À travers cette émission, il s'agissait pour l'invité du jour non moins directeur général de l'Agence malienne de presse et de publicité (Amap), d'évoquer son dernier ouvrage intitulé « Aventures et mésaventures ».

Cet ouvrage est un recueil de contes, de légendes et d'épopées qui regorgent de valeurs morales, de leçons de vie et d'exemples instructifs. À travers des historiettes, l'auteur met en scène des personnages dont le comportement enseigne non seulement la bravoure, la parole donnée, la patience, la probité, la fidélité mais aussi la vanité, la jalousie, la trahison, la méchanceté.

Animée par le jeune journaliste Oumar Traoré de Joliba TV, l'émission s'est déroulée en trois étapes essentielles. D'abord la présentation de l'invité suivi d'une interaction entre lui et l'animateur, ensuite la séquence questions de compréhension, contributions et témoignages de l'assistance pour terminer.

Ainsi, dans sa présentation l'on retient que l'écrivain Bréhima Touré, originaire de Ségou est journaliste de formation. Titulaire d'un diplôme supérieur de journalisme obtenu au Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cesti), une école de formation de journalistes, rattachée à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal, en 1995.

Avant d'occuper le poste de directeur général de l'Amap qu'il exerce aujourd'hui, Bréhima Touré a progressivement gravi les échelons au



sein de ce service pour avoir été directeur de l'Agence de presse du Mali, rédacteur en chef du quotidien national L'Essor avant d'occuper le poste de directeur des études à l'école supérieure de journalisme et de communication du Mali.

Auparavant, le journaliste écrivain avait servi comme chargé de mission au ministère en charge de l'Environnement. Ce brillant parcours d'écrivain journaliste lui a valu de remporter plusieurs prix notamment le prix Massa Makan Diabaté de la Rentrée littéraire en 2016. Il a été auparavant lauréat du plus jeune romancier avec son roman « La limite des grands maîtres », lauréat du prix RFI Reporters sans frontières, du meilleur article primé par l'Agence de presse française Syfia en 1998, pour ne citer que ceux-ci.

Le livre « Aventures et mésaventures » est le dernier ouvrage de Bréhima Touré auteur de plusieurs romans, dont « La limite des grands maîtres » publié en (2009), les « Désillusions de Bouba » en (2015), et « La guerre des influences » paru aux éditions L'Harmattan en juin 2020.

Dans cet ouvrage, l'auteur dépeint par le menu les péripéties de l'enlèvement d'un préfet par des hommes armés. Ce chef d'œuvre se veut une photographie instantanée de la situation sécuritaire délétère dans laquelle notre pays est plongé depuis 2012.

Au cours de l'émission, l'invité est revenu sur plusieurs passages de sa dernière parution en répondant aux questions du public sur, entre

autres, la source de ses inspirations, comment il arrive à concilier le métier de patron de presse et la production littéraire.

Mais également la difficulté à faire intéresser une jeunesse de plus en plus accro au numérique à travers l'émergence des réseaux sociaux. À ce propos, Bréhima Touré a expliqué que cela fait partie des raisons qui l'ont motivé à écrire ce livre de contes qui ambitionne de démontrer l'importance pour les plus jeunes à ne pas abandonner nos us et coutumes au profit de la modernité basée sur les cultures étrangères.

L'auteur s'est dit prêt à abandonner ses droits d'auteur sur le livre « Aventures et mésaventures » au profit d'éventuels réalisateurs qui publieront ses contes en version bande dessinée afin de permettre davantage à la nouvelle génération hyper branchée sur le numérique de s'y intéresser.

Un geste hautement acclamé par l'assistance au cours de l'émission. Visiblement satisfait, l'invité du jour a remercié l'initiateur de « Trainlittéraire » qui devient une des rares tribunes d'expression pour les écrivains. L'émission est diffusée les lundis à 20 heures, mercredi à 22 heures et les dimanches à 18 heures sur Canal + 237, Malivision 252.

Le Livre « Aventures et mésaventures » est disponible dans la librairie Ba au Grand hôtel de Bamako au prix de 5.000 Fcfa.

Aboubacar TRAORÉ
Source : L'ESSOR

Forum de Dakar : Quand le Covid-19 l'emporte sur les questions de paix et sécurité

Vladimir Poutine était absent au G20 et à la Cop 26, mais il est à New Delhi ce lundi 6 décembre. C'est son deuxième déplacement hors des frontières de la Russie depuis le début de la pandémie après sa rencontre avec Joe Biden à Genève en juin. Un déplacement rare, et pas simplement parce que les relations entre Moscou et New Delhi sont traditionnellement bonnes, mais aussi parce qu'elles ont bien besoin d'être réchauffées.



Le Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique est une initiative franco-sénégalaise, lancée en 2013 lors du Sommet de l'Élysée, qui rassemble chaque année depuis 2014 des chefs d'États et de gouvernements, des partenaires économiques et industriels et des représentants de la société civile. La 7^{ème} édition avait pour thème « Les enjeux de stabilité et d'émergence en Afrique dans un monde post-Covid 19 ». Elle a rassemblé des chefs d'État dont Mohamed Bazoum du Niger, Cyril Ramaphosa, de l'Afrique du Sud, mais aussi des chefs de gouvernement et des ministres dont Florence Parly, ministre des Armées française. Au-delà de ces personnalités, le Nigeria, le Mali, le Ghana, et aussi le Portugal, l'Espagne, la France et la Pologne ont participé aux débats via leurs ministres des Affaires étran-

gères. Parmi les pays européens, il y avait des représentants Finlandais et Slovènes, la Slovénie assurant actuellement la présidence du Conseil de l'Union Européenne. Le président du Conseil Européen, Charles Michel, ainsi que plusieurs représentants des autorités européennes étaient aussi présents.

Fait nouveau, les États-Unis ont envoyé pour la première fois trois sous secrétaires d'État, dont l'un est spécifiquement chargé de la lutte anti-narcotique. Une présence qui illustre bien la préoccupation grandissante sur les liens existants entre les cartels latino-américains et le terrorisme africain et qui pourraient créer un nouveau front Sud en plus de l'autre jonction possible entre le terrorisme sahélo-saharien et Boko Haram. Les experts et les chercheurs étaient présents en nombre, en plus du monde des décideurs privés et des in-

dustriels. Sans oublier de nombreux influenceurs et journalistes internationaux.

Si les sujets de sécurité-défense demeurent l'ADN du Forum, à la veille de la présidence sénégalaise de l'Union Africaine, était primordial, selon les autorités sénégalaises, d'envisager la sécurité et la stabilité de la zone comme un tout. Pour elles, les enjeux de paix et de sécurité sont indéniablement liés à la capacité de rebond de l'Afrique, dans la mesure où rien de durable ne saurait être envisagé si le continent semblait dans une situation économique dramatique sans possibilité d'apporter de solutions durables à ces problématiques.

Or, avec le Covid-19, l'Afrique s'est en effet retrouvée isolée, avec certaines zones dans l'incapacité de continuer à fonctionner en mode dégradé : quand un aéroport ferme, c'est l'en-

semble du bassin qui se retrouve à l'arrêt. Les exportations de matières premières deviennent impossibles et les importations de produits transformés sont au point mort. Il aurait été totalement incohérent, selon les organisateurs du forum, de continuer à parler de paix et de sécurité, sans prendre en compte le contexte sanitaire.

Le Forum a donc mélangé des politiques de haut niveau (chefs d'États, ministres des Affaires Étrangères et de la Défense), des administrations, des chefs d'État-major des armées ou des responsables de services de renseignement, des gendarmes, des décideurs opérationnels, des journalistes, des think tankers, et plus de 300 chercheurs, penseurs, qui travaillent pour des centres de recherches européens, africains, japonais, américain ou du monde arabe.

Plusieurs sujets ont été abordés durant l'événement comme la santé, la jeunesse, la cyber sécurité et le développement. La seconde partie s'est appesantie sur la coopération en matière de sécurité entre les nations africaines, la lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que la surveillance et le contrôle des zones maritimes. Véritable espace de rencontre, ce forum se voulait aussi une alternative loin du format des sommets officiels où les conclusions sont rédigées avant même la tenue des échanges !

Le Forum a été organisé en deux plénières et en six ateliers ayant permis d'aborder durant deux jours tout un ensemble de dimensions complémentaires : le défi sanitaire, les enjeux du changement climatique, la cybersécurité et la lutte contre la désinformation ou encore le contrôle et la maîtrise des espaces maritimes, la coopération entre acteurs dans le domaine de la lutte contre la pandémie, la reprise de l'économie et l'évolution vers une économie plus résiliente, la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.

Le Mali et le Sahel, même sans faire l'objet d'une cristallisation spécifique en matière de paix et de sécurité, étaient cependant directement concernés par les thématiques débattues à Dakar, les questions de paix et de sécurité étant intimement liées à celles en rapport avec le développement.

■ Yama DIALLO

Bénin : L'opposant Joël Aïvo condamné à dix ans de prison

L'opposant béninois Joël Aïvo a été lourdement condamné par la Criet, la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme. Le constitutionnaliste et deux de ses co-accusés écopot de dix ans de prison. Ils sont été reconnus coupables de blanchiment de capitaux et de complot contre l'autorité de l'État. Un verdict rendu tôt ce mardi à Porto Novo devant un public surpris et sonné.



Quand la présidente lui a demandé : qu'avez-vous à ajouter pour votre défense ? Joël Aïvo a répondu, faites de moi ce que vous voulez... Il est 2h30 du matin quand le verdict tombe : le professeur écote de dix ans de détention criminelle ; même peine pour les deux autres co-accusés, deux militaires. Son chargé de mission est acquitté au bénéfice du doute,

L'opposant Joël Aïvo regagne sa place sans rien dire, son visage ne trahit aucune émotion. Son épouse Gladys le prend très longuement dans ses bras. Les avocats, déçus de ne pas avoir obtenu l'acquittement vont vers lui, tous lui donnent l'accolade et lui souhaitent du courage. Pendant les audiences ils ont dénoncé l'absence de preuve et un dossier vide.

On a voulu fabriquer à tout prix un « Bob Denard junior » du nom de ce célèbre mercenaire français, regrette Me Robert Bonou. Pour lui, Joël Aïvo n'est pas un mercenaire mais un « pèlerin de la démocratie ». Figure majeure de la jeune génération d'acteurs politiques béninois, candidat recalé à l'élection présidentielle d'avril 2021, Joël Aïvo est aussi un constitutionnaliste réputé.

A la barre, l'opposant, en détention provisoire depuis huit mois, s'est dit persuadé de payer ses convictions démocratiques. Puis il interroge : aujourd'hui c'est moi. A qui le tour demain ?

Source : RFI

Condamnation d'Aung San Suu Kyi en Birmanie : Les militaires « sont la loi et peuvent faire ce qu'ils veulent »

La leader birmane Aung San Suu Kyi et le président U Win Myint ont été condamnés lundi 6 décembre à quatre ans de prison pour incitation à la violence et non-respect des règles contre le Covid-19, une sentence réduite à deux ans, quelques heures plus tard. Pour les Birmans, ce n'est pas une surprise, et la colère se mêle à l'impuissance. Celle qu'on appelle La Dame doit encore répondre de neuf chefs d'accusation dans un procès qui risque de durer encore des mois.

Pour beaucoup de Birmans, la sentence d'Aung San Suu Kyi prononcée lundi n'augure rien de bon pour la suite. « Je me sens furieuse et déçue. Mais je sais ce dont les militaires sont capables, donc ce n'est pas surprenant. Comme Aung San Suu Kyi l'a dit à l'une de ses audiences, tout cela

est absurde, s'énerve May, jeune salariée d'une entreprise internationale. Nous savons que les crimes ne sont pas réels, que les accusations ne sont pas réelles. Mais nous nous sentons impuissants, incapables de les arrêter : nous ne pouvons pas intervenir. Quand j'ai entendu qu'ils avaient réduit sa sen-

tence de quatre à deux ans hier soir, j'ai ri, parce que c'est tellement ridicule : ils jouent avec la loi, et ils essaient de la changer avant même 24h. Même mes changements d'humour sont moins rapides que ça. »
 « Ils ont réduit la sentence comme un geste de générosité ou un acte de réconciliation nationale. Elle est accusée de beaucoup de choses, corruption, fraude électorale, violation de loi sur les catastrophes naturelles ou sur la communication, beaucoup de choses. Les prochaines charges suivront les mêmes étapes. Donc on verra, explique Aung, employé d'une organisation locale. On ne peut pas savoir exactement ce qui se joue politiquement entre la junte et Aung San SuuKy. »
 « Rien n'est au-dessus des lois. Ils sont la loi. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent », résume May.
 Aung San SuuKy est jugée dans plusieurs affaires. Un verdict sur d'autres charges est attendu dans le 14 décembre prochain.

Source : RFI



Fédération Malienne de Shou-Bo



F M S B

Shou-Bo vacances : Sport, lecture et culture au menu de la 2^e édition

La prestation de Seko Fofana face au PSG (1-1) samedi 4 décembre a confirmé la nouvelle dimension prise par l'international ivoirien du RC Lens. Le milieu de terrain est actuellement sans conteste parmi les meilleurs joueurs de la Ligue 1.

La Fédération malienne de Shou-Bo (FMSB), en collaboration avec l'Institut Français du Mali (IFM), a organisé, le mercredi dernier sur le terrain du Centre de Référence de Bamako (CRB) à Bamako Coura, la 2^e édition du tournoi de «Shou-Bo vacances».

Réservée aux enfants du District de Bamako, le tournoi a mis aux prises une centaine de mêmes qui ont participé pendant trois mois, aux cours de lecture à l'Institut français du Mali et à des séances d'entraînement et d'apprentissage de Shou-Bo.

La cérémonie de clôture s'est déroulée, en présence du président de la FMSB, Dramane Sangaré, du Directeur de l'Institut Français du Mali, Patrick Giraud, de l'ancien ministre de la Santé et parrain du tournoi, Oumar Ibrahim Touré et de la représentante de l'Ambassade

de France au Mali, Nadège Chouat.

La cérémonie a été marquée par le défilé des pratiquants et des séances de démonstration des techniciens Maître Abdoulaye Maïga et Maître Seydou Guindo, des séquences qui seront suivies de la finale féminine des -30kg. Un duel remporté par Assétou Dembélé face à Badji Doumbia, alors que la confrontation des -40kg a tourné à l'avantage de Bintou Diarra vainqueur de Kadiatou Diarra.

Chez les garçons, Ibrahima Fofana a dominé Moussa Traoré dans la catégorie des -50kg, alors que la finale des -40kg a été remportée par Ibrahim Diabaté face à Adama Diallo.

Diakiné Koné s'est hissé sur la première marche du podium devant Issouf Kanté chez les -35kg, tandis que Moussa Tounkara a été sacré dans la catégorie des -25kg contre Alpha Kaba. Quant à Ibrahim Fofana et Djakiné Koné,

ils ont enlevé la médaille d'or, en dominant, respectivement Moussa Traoré (-40kg) et Youssouf Kanté (+40kg).

Dans son allocution de clôture, le président de la FMSB, a indiqué que l'organisation de « Shou-Bo-vacances » a pour objectifs d'encadrer les jeunes pour lutter contre la déperdition des enfants en période de vacances scolaires, dénicher les jeunes talents et cultiver la tolérance, l'esprit d'équipe, etc.

« Le Shou-Bo est une discipline non violente. Pour cette deuxième édition, nous avons inclus la culture et la lecture. Nous poursuivons la vulgarisation de cette discipline dans notre pays », a dit Dramane Sangaré.

Le parrain, Oumar Ibrahim Touré, a salué l'initiative de la fédération et exprimé sa joie de participer à l'événement. « La fédération a eu une bonne idée de regrouper les enfants pendant les vacances pour les encadrer et leur permettre de pratiquer le sport et en même temps, faire la lecture et la culture. Je félicite les membres de la fédération pour cette belle initiative », a déclaré Oumar Ibrahim Touré qui accompagne la FMSB depuis le lancement du Shou-Bo au Mali. À l'issue de la cérémonie, des attestations et des cadeaux ont été remis aux enfants.

Kadidiatou QUATTARA
Source : L'ESSOR



Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se peut que des changements interviennent au niveau d'une restructuration dans votre entreprise, si tel est le cas, on pourrait vous demander de participer plus activement à la vie de la société, ne refusez pas sans y avoir réfléchi au préalable.

Financièrement, les fins de mois sont parfois difficiles, mais aujourd'hui, vos finances gardent le cap, si en plus par chance on vous proposait un petit bonus, vous finiriez le mois en beauté. Vous êtes plutôt satisfait, il y a eu pire.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Plus calculateur qu'un collègue qui vise le même poste que vous, vous n'hésitez pas une seule seconde à user de tous les artifices possibles pour le devancer sur la ligne d'arrivée. Mauvais perdant, vous serez aujourd'hui impitoyable également...

Ami Taureau, à y regarder de plus près et en décryptant vos propos à la loupe, on s'apercevra très vite que les questions financières occuperont une place de plus en plus importante dans votre vie, et dans celle de votre famille... Forcément !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La journée est idéale pour exposer vos plans à vos supérieurs. Vous avez des idées géniales et vous essayez de les faire valoir. Vos collègues n'en reviennent pas et vous félicitent. Il y aura une très bonne ambiance au pot de ce soir.

Le noeud sud en Capricorne vous demande de lâcher vos rigidités en ce qui concerne la gestion de vos finances. N'écoutez plus la famille ou l'extérieur. Faites ce que vous ressentez à l'intérieur de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La conjoncture évoquera des changements dans votre activité qui ne vous conviendront pas. Vous aurez du renfort avec Saturne qui vous aidera à résister et à exprimer avec professionnalisme vos arguments. Vous parviendrez à négocier vos avantages.

Vos finances vous causeront des soucis et franchement, vous en aurez plus qu'assez de ces hauts et ces bas, qui mettront à mal votre besoin permanent de sécurité matérielle. Vous les affronterez, les résoudrez, au prix d'une énorme prise de tête.



Lion (22 juillet - 23 août)

La nécessité de vous renouveler professionnellement pour pouvoir progresser à votre rythme devient plus urgente que jamais. Une personne se rapproche de vous, elle vous fait une belle proposition de travail, ne tardez pas à lui donner votre réponse.

Une belle récompense financière vient égayer votre journée, vos efforts ont payé, aujourd'hui c'est l'heure de la récolte ! Cela tombe à pic, car financièrement à la fin du mois, vous êtes souvent ric-rac. Vous pouvez dépenser par amour.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Fort du soutien d'une planète extrêmement combative, Mercure, vous avancerez dans vos tâches. Aujourd'hui, vous serez assez habile pour manoeuvrer afin de monter en grade, voire développer votre propre business... Vous voudrez aller haut et loin !

Si vous êtes chef d'entreprise ou actionnaire, vous vous sentirez trahi par un associé qui ne fera qu'exprimer ses désaccords. Ces derniers ne seront pas uniquement verbaux. En effet, vous pourriez recevoir de sa part plusieurs courriers recommandés...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

De fortes remises en question viennent à l'ordre du jour. Vous devez trouver des solutions nouvelles et vous adapter. Pour l'instant vous n'avez pas de visibilité à long terme mais vous devez faire avec et naviguer à vue.

De l'argent vous en avez mais vous avez peur des convoitises et vous essayez de le cacher à la vue de votre entourage. Ce n'est pas si simple. Et vous réfléchissez à des investissements assortis de réductions fiscales.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez des doutes sur votre place, au sein de cette équipe, causés par des critiques assassines. Si vous êtes en poste depuis longtemps, un changement vous cultera vos repères. On pourrait vous retirer une responsabilité sans aucune justification.

Vos talents vaudront de l'or si vous savez vous vendre. Commencez par cibler les personnes d'être intéressées par vos prestations. Vous saurez enchaîner avec des arguments convaincants pour gagner leur confiance et l'affaire sera dans la poche.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

En défendant vos idées, vous pouvez vous faire des ennemis, mais peu importe, vous décidez que c'est comme ça et pas autrement. Vous avez des objectifs professionnels, vous montez un plan d'action afin de les réaliser. Votre motivation surprend.

Et si nos chères planètes vous mettaient au défi, histoire de tester votre résistance, vous n'auriez pas d'autres possibilités que de chercher des solutions et de bons tuyaux. C'est un peu la tendance du jour, votre débrouillardise doit se manifester.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous allez vous comporter comme une huître ! Vous serez recroquevillé non pas dans votre coquille, mais bel et bien dans votre bureau ! De plus, vous ne pourrez pas travailler aussi vite que vos collègues. Cela ne fera que renforcer votre agacement !

Si à un moment donné de votre vie, votre famille vous a coupé les vivres, vous en garderez un vilain souvenir. Cela se comprend aisément. De ce moment de tristesse, vous en avez tiré un élément positif : ne jamais faire de même avec votre propre famille...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Neptune en bon aspect avec Saturne vous donne l'imagination et l'objectivité. Vous avez la possibilité de réaliser des projets à long terme dans les meilleures conditions. Vous serez sérieux et efficace dans vos entreprises. Votre sixième sens vous aide à aborder la vie de façon plus globale.

Un carré Lune/Neptune, vous crée des malentendus dans tous les domaines. Votre imagination devient source de déceptions et d'insatisfactions. Ce n'est pas le bon moment pour décider de placements. Restez très prudent.



Poisson (19 février - 21 mars)

La voie sera libre pour lancer de nouveaux projets. Vous testerez l'impact de vos idées auprès d'une équipe réduite. Si vous venez de trouver un emploi, votre présence sera immédiatement appréciée, de quoi vous donner confiance en vos capacités.

Il va falloir vous accrocher, car vous manquerez de visibilité sur vos prévisions financières. Un bras de fer pourrait s'engager avec votre banquier ou avec un créancier dont l'attitude vous portera sur les nerfs. Méfiez-vous aussi d'une facture salée.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23